

Le Socialiste

40^e année - Rs 5.00 - No 10380 - MARDI 21 JUIN 2022 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

France/Législatives 2022



Abstention encore en hausse, mais pas de nouveau record



Page 3

Foot/News



Après Nunez, Liverpool s'offre un indésirable du Real Madrid pour remplacer Mané

Page 8



Christian Eriksen a «accepté» une partie de l'offre de Man Utd

Page 8

Le ministre de la Santé exhorte la population à pratiquer le yoga pour garder la forme



Page 3

Covid-19/Chine

La Chine face à une montagne de déchets médicaux



Page 4

France

37,3% de femmes à l'Assemblée, en recul par rapport à 2017



Page 6

A la télé aujourd'hui



06.00 Local: Rodrig
07.50 Mag: MBC Production
09.05 Local: Groov'in
10.35 Local: Palette
11.00 Mag: Top 100 Famous...
11.29 Tele: Les Trois Visages D'ana
12.00 Le Journal
12.25 Les Grands Noms Interna...
12.30 Tele: Tanto Amor
13.15 Local: Le Rendez

Vous
15.00 Live: Samachar
15.20 D.Anime: The Hive
16.00 D.Anime: Sam Le Pompier
16.55 Serial: Backstage
18.00 Live: Samachar
18.30 Serial: Jijiji Chhat Par Hain
19.30 Journal & La Meteo
20.15 Local: Autour Des Valeurs...
22.05 Film: The Girl In The Bathtub With Caitlin Stasey, Jason Patric...



07.00 DDI Live
10.00 Serial: CID
12.00 Film: Teri Payal Mere Geet
Starring: Govinda, Meenakshi Sheshadri
15.00 Live: Samachar
15.20 Saare Tujhyachsathi
15.43 Bommarillu
16.07 Sondha Bandham
16.25 Pyar Ke Sadqay

16.49 Bhaag Na Bachhe Koi
17.17 Kullfi Kumarr Bajewala
17.31 Premabhishekam
18.00 Serial: The Demi-Gods And Semi-Devils
18.30 Local: DDI Magazine
19.00 Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.06 Local: Tamil Programme
20.30 Film: Sargam Star Rishi Kapoor, Jaya Prada



06.00 Local: Yoga
07.32 Mag: In Good Shape
07.55 Mag: Luana's Kitchen
08.56 Mag: Washington Forum
10.56 Doc: Look And Act
13.38 Mag: Global 3000
14.30 Doc: MRNA: Hype Or Hope?
16.34 Mag: Eco@Africa
18.00 Mag: Rev: The Global

Auto...
18.41 Mag: Red Carpet
19.03 Student Support Prog...
19.30 Doc: Nos Cinq Sens
20.30 Live: News
20.45 Doc: Castles
21.40 Mag: Euromaxx
22.19 Mag: Close Up
22.45 Local: Rodrig-Klip Seleksion
23.27 Mag: The Global Auto...
23.53 Mag: Healthy Living
00.08 Mag: Red Carpet
00.23 Doc: Persons



01.26 Film: Sugar
03.07 Serial: New Amsterdam
03.48 Film: Let's Dance
05.33 Tele: Marimar
05.56 Tele: Rubi
06.19 Serial: Chicago PD
07.00 Film: Blood Circus
09.45 Tele: La Femme De Lorenzo
10.35 Tele: Fierce Angel
11.00 Serial: New

Amsterdam
11.43 Film: Let's Dance
13.37 Tele: Marimar
13.57 Tele: Rubi
14.45 Film: Sugar
16.44 Serial: Timeless
17.25 Serial: Chicago PD
18.05 Tele: La Femme De Lorenzo
19.00 Tele: Fierce Angel
20.05 Tele: Missing Bride
21.15 Film: Popstar
Avec: Andy Samberg, Jorma Taccone



06.50 Film: Dil Hai Tumhaara
Star Rekha, Preity Zinta, Mahima Chaudhry...
11.32 / 19.27 - Radha Krishna
11.59 / 20.57 - Anupamaa
12.47 / 21.27 - Mere Sai
13.17 / 22.07 - Agniphera
13.37 / 22.37 -

Yeh Teri Galiyan
14.08 / 23.07 - Patiala Babes
14.30 / 21.59 - Main Maike Chali Jaungi Tum Dekhte...
14.53 / 22.25 - Yeh Hai Mohabbatein
15.28 Film: Street Dancer 3D Star Varun Dhawan, Shraddha Kapoor...
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
18.59 Udaariyaan
19.30 Bhakharwadi
20.00 Sasural Simar Ka 2

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

Impression: Jim Printing

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Londres confirme l'extradition de Julian Assange aux Etats-Unis

Le gouvernement britannique a confirmé avoir signé le décret permettant l'extradition de l'Australien, qui a encore la possibilité de faire appel. La justice américaine souhaite le juger pour avoir diffusé des milliers de documents confidentiels sur des activités militaires et diplomatiques.

Après avoir perdu une série de batailles juridiques au Royaume-Uni, Julian Assange voit son avenir s'assombrir encore. Le gouvernement britannique a en effet confirmé ce vendredi avoir signé le décret d'extradition du fondateur de WikiLeaks vers les Etats-Unis, où il est poursuivi pour une fuite massive de documents confidentiels.

«En vertu de la loi de 2003 sur l'extradition, la ministre d'Etat doit signer une ordonnance d'extradition s'il n'y a aucun motif d'interdire l'ordonnance», a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

«Dans cette affaire, les tribunaux britanniques n'ont pas conclu qu'il serait oppressif, injuste ou un abus de procédure d'extrader M. Assange. Ils n'ont pas non plus conclu que l'extradition serait incompatible avec ses droits humains, y compris son droit à un procès équitable et à la liberté d'expression, et que pendant son séjour aux Etats-Unis, il sera traité de manière appropriée, y compris en ce qui concerne sa santé», a-t-il souligné.

«Un jour sombre pour la liberté de la presse»

L'Australien de 50 ans est réclamé par la justice américaine qui veut le



juger pour la diffusion, à partir de 2010, de plus de 700.000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines, en particulier en Irak et en Afghanistan. Il risque 175 ans de prison.

En 2019, après avoir passé plus de sept ans réfugié dans l'ambassade d'Equateur à Londres, Julian Assange avait vu son droit d'asile suspendu. Arrêté par la police britannique pour ne pas avoir respecté sa liberté surveillée dans le cadre d'une autre affaire en Suède, où il était accusé de viol, affaire finalement classée sans suite, il est désormais incarcéré.

«La ministre britannique de l'Intérieur (Priti Patel) approuve l'extradition de l'éditeur de WikiLeaks Julian Assange vers les Etats-Unis où il risquerait une peine de 175 ans. Un jour sombre pour la liberté de la presse et pour la démocratie britannique. La décision sera portée en appel», a immédiatement réagi WikiLeaks sur son compte Twitter. Julian Assange dispose de 14 jours pour contester cette décision.

Canicule

Les violents incendies en Espagne progressent, plus de 25.000 hectares déjà partis en fumée

L'Espagne fait face depuis mercredi dernier à des incendies de forêt d'une ampleur inquiétante. Selon les derniers chiffres, les flammes ont déjà parcouru plus de 25.000 hectares.

Un incendie de forêt géant dévaste la Sierra de la Culebra, dans la province de Zamora (communauté autonome de Castille-et-Léon, dans l'ouest du pays), depuis mercredi. 11.000 hectares, principalement des forêts de pins et de garrigue, étaient partis en fumée selon les chiffres publiés ce samedi matin. Selon un dernier bilan, ce sont près de 25.000 hectares qui ont été ravagés par le feu.

Au total près de 1.700 habitants de 13 communes ont dû être évacués face à l'avancée des flammes, rapporte la Vanguardia.

L'incendie s'est déclaré mercredi soir dernier, lorsqu'une tempête sèche, associée à des vents violents dans la Sierra de la Culebra, a provoqué onze départs de feu dans la zone.

La vague de chaleur que subit l'Espagne depuis le milieu de la semaine dernière (et qui impacte depuis jeudi la France) avec des températures dépassant largement les 40°C, a favorisé l'apparition de ces incendies dans le pays où des milliers d'hectares sont partis en fumée.

Ainsi à Tolède (centre), ce sont 900 hectares que le feu a détruits depuis vendredi.

Brasiers en Catalogne

La Catalogne est la proie de nom-



breux départs de feu. Le plus important est celui d'Artesa de Segre

(province de Lérida) qui a déjà parcouru plus de 2.000 hectares et est toujours hors de contrôle malgré les efforts des bombardiers, les sapeurs-pompiers catalans. Ces derniers estiment qu'il sera difficile de venir à bout de l'incendie d'ici la fin du week-end.

Au total, les bombardiers sont intervenus sur une douzaine d'incendies en quelques heures, dont celui toujours actif ce samedi d'Artesa de Segre.

Les incendies à Castellar de la Ribera, Lladurs, Sallent, Peramola et Cabó sont stabilisés. Quant aux feux de La Riba et de Corbera d'Ebre, ils sont maîtrisés.

Sans compter celui de d'Artesa de

Segre, ces sinistres ont détruit près de 2.000 hectares de végétation.

La Generalitat a activé le niveau 2 du plan Alpha en raison du risque "extrême" d'incendies forestiers dans 93 communes et 13 comarques. Les accès aux espaces naturels de Baronia de Rialb, Montsec d'Ares, Montsec de Rúbies et Montsant ont été fermés.

La municipalité d'Olivella, au sud de Barcelone, est également touchée par un incendie qui a déjà parcouru 130 hectares. Un dispositif de 25 équipes au sol et des moyens aériens ont été dépêchés sur place.

En tout, plus de 25.000 hectares sont partis en fumée sur le territoire espagnol depuis mercredi.

Le ministre de la Santé exhorte la population à pratiquer le yoga pour garder la forme

Dans le cadre de la 8ème Journée Internationale du Yoga célébrée chaque année le 21 juin, une séance de yoga a été organisée, au Haut Commissariat de l'Inde à Ebène, en présence du ministre de la Santé et du Bien-être, Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, et du Haut Commissaire de l'Inde à Maurice, Mme K. Nandini Singla.

La séance de yoga, une initiative du ministère en collaboration avec le haut-commissariat de l'Inde, visait à promouvoir le yoga auprès de la population et à faire prendre conscience de ses bienfaits. Le thème retenu pour la Journée Internationale du Yoga 2022 est « Le Yoga pour l'Humanité ».



Dans une déclaration, le ministre Jagutpal a indiqué que le yoga contribue à promouvoir une bonne santé, tant mentale que physique, et apporte confort et soulagement dans une vie stressante.

Cet événement, a-t-il dit, a été l'occasion de souligner l'importance du yoga auprès du public, en particulier au milieu de la pandémie de Covid-19.

Le ministre a également souligné la nécessité d'une alimentation saine et d'exercices physiques pour garder la forme au quotidien. Au niveau du ministère, des séances de yoga sont menées dans diverses régions par la Division des maladies non transmissibles et de la promotion de la santé, a-t-il précisé. Il a exhorté la population, quel que soit son groupe d'âge, à participer régulièrement à des activités de yoga.

Quant à Mme Singla, elle a déclaré que les Nations Unies ont déclaré le yoga comme vecteur de paix et de prospérité dans le monde, ajoutant que la pratique du yoga est originaire de l'Inde. Le yoga, a-t-elle dit, s'est avéré bénéfique et a contribué à renforcer la résilience et l'immunité au milieu de la pandémie.



Elle a ajouté qu'un Guardian Ring sera créé le 21 juin 2022 dans le cadre de "Azadi Ka Amrit Mahotsav" et que le yoga sera pratiqué dans quelque 70 pays à travers le monde, y compris Maurice. C'est une occasion de renforcer les relations bilatérales entre Maurice et l'Inde tout en soulignant le lien spirituel entre les deux pays, a-t-elle déclaré.

La Chine face à une montagne de déchets médicaux

Chaque jour en Chine, des agents en combinaison intégrale insèrent des centaines de millions d'écouvillons jetables dans les gorges pour des tests PCR à grande échelle. Problème: l'opération génère une immense quantité de déchets médicaux.

Àvec sa stratégie zéro Covid, le géant asiatique est la dernière grande économie à vouloir coûte que coûte empêcher toute infection, officiellement pour éviter de submerger ses hôpitaux face au faible taux de vaccination des seniors.

Dans son arsenal anti-coronavirus : des quarantaines obligatoires, des confinements localisés et donc des dépistages massifs, devenus quasi quotidiens dans certains endroits.

De Pékin à Shanghai, en passant par Shenzhen, la «Silicon Valley chinoise» siège de nombreuses entreprises technologiques, les villes sont désormais parsemées de petits préfabriqués ou tentes qui proposent des tests PCR gratuits.

Des centaines de millions de personnes ont l'obligation de se faire tester tous les trois ou deux jours, voire quotidiennement.

Ces tests PCR, qui créent une masse immense de déchets médicaux, constituent une charge économique croissante pour les collectivités locales, déjà lourdement endettées, qui doivent y consacrer des dizaines de milliards d'euros.

«La quantité de déchets médicaux qui est générée quotidiennement est d'une ampleur presque sans précédent dans l'histoire de l'humanité», estime Yifei Li, expert en environnement à l'Université de New York à Shanghai.

«Les problèmes sont déjà énormes et ils vont continuer à s'aggraver», déclare-t-il à l'AFP.

La Chine, où l'environnement a lourdement souffert du développement économique, a renforcé durant la dernière décennie sa législation contre la pollution de l'air et de l'eau.

Le pays vise également la neutralité carbone d'ici 2060, un objectif ambitieux et extrêmement incertain au regard de la dépendance actuelle du géant asiatique au charbon.

La généralisation des tests PCR pose un nouveau défi environnemental.



tal.

Pour quelques dizaines de cas positifs détectés chaque jour en Chine, il aura fallu dépister des centaines de millions de personnes et utiliser une masse énorme de tubes, écouvillons, emballages et combinaisons.

S'ils ne sont pas éliminés correctement, ces déchets médicaux peuvent contaminer le sol et les cours d'eau.

Selon un décompte de l'AFP, des villes et provinces chinoises où habitent un total de 600 millions de personnes ont annoncé une forme ou une autre de dépistage général et régulier de leur population.

68 500 tonnes de déchets médicaux

Aucune donnée nationale n'est disponible, mais les autorités de Shanghai ont indiqué le mois dernier que 68 500 tonnes de déchets médicaux avaient été produits lors du confinement de la ville entre mi-mars et début juin.

Cela représente une quantité quotidienne six fois supérieure à la normale.

En vertu de la réglementation chinoise, les autorités sont chargées de

trier, désinfecter, transporter et stocker ces déchets avant de les éliminer - généralement par incinération.

«Mais je ne suis pas sûr que (...) les zones rurales soient véritablement capables d'affronter une augmentation significative de déchets médicaux», déclare à l'AFP Yanzhong Huang, spécialiste de santé publique au Council on Foreign Relations, un cercle de réflexion américain.

Certaines collectivités locales pourraient ne pas savoir comment traiter cette grande quantité de déchets, ou bien tout simplement les stocker dans des décharges, estime Benjamin Steuer, de l'Université des sciences et technologies de Hong Kong.

Interrogé par l'AFP, le ministère de la Santé a indiqué qu'il avait formulé des «exigences spécifiques concernant la gestion des déchets médicaux» relatifs à la Covid-19.

Le gouvernement exige des capitales provinciales et des villes d'au moins 10 millions d'habitants de mettre en place des sites de test à moins de 15 minutes de marche de chaque habitant.

Mais généraliser le dépistage régulier et obligatoire à l'ensemble de la Chine pourrait coûter 0,9% à 2,3% du PIB du pays, ont estimé le mois dernier des analystes de la banque Nomura.

Pour Jin Dong-yan, professeur à l'école des sciences biomédicales de l'Université de Hong Kong, ces tests PCR généralisés sont «vraiment inefficaces et coûteux» et obligent les collectivités locales à renoncer à d'autres investissements utiles dans le secteur de la santé.

Les autorités risquent également de passer à côté de cas positifs, car le variant Omicron se propage plus rapidement et est plus difficile à détecter, selon lui.

«Cela ne fonctionnera pas», estime-t-il. «C'est comme jeter des millions de dollars par la fenêtre.»

Le premier ministre britannique Boris Johnson se fait opérer

Le premier ministre britannique Boris Johnson a effectué lundi un court passage dans un hôpital londonien où il a subi une «opération très légère de routine liée à ses sinus», ont indiqué ses services.

Il est arrivé à l'hôpital vers 6 heures «du matin et l'opération a eu lieu», a indiqué un porte-parole du chef du gouvernement. «Il était de retour à Downing Street peu après 10 heures.»

Boris Johnson, 58 ans depuis dimanche, se repose désormais chez lui et prévoit participer au conseil des ministres mardi, a précisé le porte-parole, soulignant que l'opération était prévue «depuis un moment».

Le premier ministre a été vu plusieurs fois ces dernières semaines reniflant comme s'il avait un rhume.

En avril 2020, il avait passé plusieurs jours à l'hôpital, dont trois jours sous assistance respiratoire, après avoir contracté la Covid-19.

Pendant cette hospitalisation, le chef de la diplomatie d'alors, Dominic



Raab, avait assuré l'intérim.

M. Raab -désormais ministre de la Justice et vice-premier ministre- et Simon Case, le plus haut fonctionnaire

britannique, avaient été mis au courant à l'avance de l'opération de lundi, a précisé le porte-parole.

France/Législatives 2022

Macron perd sa majorité

C'est une vraie claque ! À force de refuser de faire campagne, le président français, Emmanuel Macron, a perdu sa majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'occasion du second tour des élections législatives qui se tenaient dimanche. À l'opposé, le Rassemblement national, présidé par Marine Le Pen, et la coalition des partis de gauche, la Nouvelle Union populaire, écologiste et socialiste (Nupes), dirigée par le leader de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon, font tous deux une entrée en force à l'Assemblée nationale.

Même s'il représente la première force politique, avec 246 députés, le parti présidentiel rebaptisé Ensemble ! est très loin des 289 élus qui lui permettraient de gouverner sans alliance. Le président perd plus d'une centaine de députés dans la bataille, dont quelques-uns des rares cadres fondateurs de son parti, comme l'ancien ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand. Même la première ministre, Élisabeth Borne, n'a été élue dans le Calvados qu'avec 52 % des voix. Du jamais vu pour un premier ministre. Plusieurs ministres défait dans leur circonscription devront d'ailleurs quitter leurs fonctions, comme la ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, et celle de la Transition écologique, Amélie de Montchalin.

Ce coup de tonnerre apparaît comme un véritable désaveu pour le président et annonce un risque de blocage politique qui obligera en permanence le gouvernement à nouer des alliances à gauche et à droite selon les projets de loi. De nombreux observateurs évoquent un scénario législatif à l'italienne. La principale réforme du programme présidentiel, le report de la retraite à 65 ans, semble pour l'instant mort-née.

Impassible, la première ministre, Élisabeth Borne, a qualifié la situation d'"inédite" et a appelé à "construire une majorité d'action [...]. Il n'y a pas d'alternative à ce rassemblement pour garantir à notre pays

la stabilité", dit-elle. Selon elle, « les sensibilités multiples devront être associées et les bons compromis bâtis afin d'agir au service de la France. Les Français nous appellent à nous rassembler pour le pays ».

Alors qu'elle était dans tous les esprits, la possibilité d'une alliance du parti présidentiel avec la soixantaine d'élus du parti de droite Les Républicains a aussitôt été rejetée du revers de la main par son président, Christian Jacob. « Nous avons fait campagne dans l'opposition, nous sommes dans l'opposition et nous resterons dans l'opposition », a-t-il déclaré, même si certains de ses lieutenants sont moins affirmatifs.

Avec 142 élus, à défaut de devenir premier ministre comme il le proclamait sur ses affiches, Jean-Luc Mélenchon dirigera le premier groupe d'opposition. Cela permettra à ses élus de siéger à de nombreuses commissions parlementaires, dont les influentes commissions des Finances et de la Défense.

Triomphant et parfois exalté, Mélenchon a fustigé « la déroute » du parti présidentiel. « C'est l'échec de la Macronie, dit-il, l'échec moral de ceux qui donnaient des leçons à tout le monde. » Alors que, pour la première fois dans l'histoire, une coalition de gauche est dirigée par son pôle le plus radical, Jean-Luc Mélenchon n'a pas hésité à évoquer « ce monde finissant » et le « grand jaillissement de l'histoire » venu « du plus profond de ce qu'est la France des rébellions et des révoltes ». Réunis à l'Élysée Montmartre, ses partisans ont aussitôt entonné L'Internationale.

Alors qu'il n'avait pas de groupe reconnu à l'assemblée, le Rassemblement national a multiplié par dix le nombre de ses députés pour atteindre 89 élus, dépassant même celui des Républicains. Depuis Hénin-Beaumont, dans le Nord-Pas-de-Calais, sa présidente, Marine Le Pen, a estimé avoir atteint les trois objectifs qu'elle s'était fixés : « faire d'Emmanuel Macron un président minoritaire ; poursuivre la recom-



position politique indispensable ; constituer un groupe d'opposition déterminant face aux destructeurs d'en haut, la Macronie, et d'en bas, l'extrême gauche ». La présidente du RN, réélue haut la main dans sa circonscription, promet « une opposition ferme, responsable, respectueuse des institutions », affirmant que sa « seule boussole est l'intérêt de la France et du peuple français ».

« Le plafond de verre est brisé », s'est réjoui Louis Aliot, maire de Perpignan et vice-président du RN. Alors qu'il a refusé toute alliance à droite, notamment avec le nouveau parti Reconquête dirigé par Éric Zemmour, le RN obtient avec 89 élus un nombre de députés supérieur à celui de La France insoumise (84), mouvement qui s'est présenté à cette élection allié aux écologistes, aux socialistes et aux communistes. Plusieurs s'interrogent d'ailleurs sur l'avenir de cette alliance des gauches, dont certains prédisent l'éclatement dans un avenir proche.

La France n'avait pas connu une Assemblée nationale aussi éclatée depuis le second mandat de François Mitterrand en 1988. Une époque où les oppositions politiques étaient beaucoup moins radicales. « Ce soir, tout repart à zéro », expliquait sur BFMTV le doyen des politologues

français, Alain Duhamel. Selon certains, le pays pourrait même être ingouvernable. À l'Assemblée, le gouvernement devra affronter une forte opposition aussi bien de droite que de gauche. Sans oublier le Sénat, majoritairement à droite, qui doit approuver les projets de loi.

Dans ce nouveau paysage politique, l'abstention demeure le premier parti de France. Déjà historique au premier tour, avec 52,49 %, elle s'est accentuée au second pour atteindre 53,5 %. Rarement une campagne législative avait-elle suscité aussi peu d'intérêt. Entre les deux tours, Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas fait campagne, préférant partir en Roumanie, en Moldavie et en Ukraine en se contentant d'appeler à un « sursaut républicain » du tarmac de l'aéroport. Du jamais vu.

« À l'épreuve d'une France ingouvernable », titre la une du Figaro, dont l'éditorial évoque un véritable « saut dans l'inconnu ». Même sidération à gauche à Libération, qui parle d'une « gifle », alors que le quotidien Le Monde évoque « un risque de paralysie politique ». À droite comme à gauche, nombreux sont ceux qui estiment qu'il sera difficile de tenir cinq ans avec une telle Assemblée et qu'une dissolution suivie de nouvelles élections n'est pas impossible.

Législatives: abstention encore en hausse, mais pas de nouveau record

Comme la semaine dernière, plus d'un électeur sur deux a boudé dimanche les urnes lors du second tour des législatives marquée par une abstention encore en hausse, entre 53,5 % et 54 %, même si le record de 2017 (57,36 %) n'est pas battu.

L'abstention atteint néanmoins son deuxième plus haut niveau pour ce scrutin, en hausse de plus d'un point par rapport au premier tour (52,49 %), selon les estimations de cinq instituts de sondage.

Ipsos/Sopra Steria pour FranceTV/RadioFrance/France24/RFI/LCP, Ifop pour TF1/LCI et Elabe pour BMTV/LEXPRESS/RMC évaluent l'abstention finale à 54 %, tandis OpinionWay pour CNews et Europe1 la mesure à 53,5 % et Harris interactive pour M6 et RTL à 53,9 %, dans tous les cas en dessous du record pour un second tour enregistré en 2017 (57,36 %).

"Il n'y a pas eu de sursaut, analyse le sondeur (Ifop) Frédéric Dabi sur LCI. Il y a pourtant eu une dramatisation de l'élection, ce match Nupes-Ensemble! dans presque 280 circonscriptions, cette implication du président de la République, tout ça n'a eu un effet que très marginal" sur le chiffre global de la participation.

Fortes disparités

Son collègue d'Elabe Bernard Sananès est partagé: "Ce n'est pas un bon chiffre, mais ce n'est pas un nouveau record, contrairement à 2017".

Depuis 2002 et l'inversion du calendrier qui a placé les législatives dans la foulée de la présidentielle, la règle veut

que l'abstention augmente entre les deux tours, et elle s'est vérifiée une nouvelle fois dimanche, même si la hausse cette fois est bien plus limitée qu'en 2017 (plus 6 points).

"Les élections législatives vivent dans l'ombre de l'élection présidentielle, les Français se disent: mais à quoi ça rime dans un système hyper-présidentiel de nous convoquer pour une Assemblée nationale dont on ne voit pas très bien quel est son rôle, sauf à être le bénoui-oui du président de la République", a résumé sur Europe 1 le politologue Pascal Perrineau.

Quelque 26,3 millions de Français ont donc encore choisi de ne pas choisir, mais ce ne sont pas forcément toujours les mêmes qu'au premier tour.

Car attention aux effets d'optique d'un chiffre global au niveau national qui peut masquer des écarts notables d'une circonscription à l'autre, là où chacune des 577 élections se joue, et des mouvements d'entrée ou de sortie du vote entre les deux tours.

"Le chiffre de 54 % cache des disparités assez fortes, il faudra analyser les chiffres par circonscriptions", avertit sur BFMTV Bernard Sananès.

"Du fait de la tripartition Nupes/Ensemble/RN, ce à quoi on a assisté, c'est circonscription par circonscription, le retrait du jeu d'un certain nombre d'électeurs du camp qui n'était plus présent", estime le politologue Vincent Tiberj.

"Et dans une élection avec une aussi faible participation, ces effets de mobilisation différentielle ont eu un impact majeur sur le résultat", ajoute le professeur de Sciences Po

Bordeaux.

"Stratégie de diabolisation"

"L'abstention peut en partie s'expliquer par le fait que de nombreux électeurs ne se sentent pas représentés dans les circonscriptions au second tour, et peuvent se sentir éloignés des candidats qui restent", confirme sur Twitter le sondeur Bruno Jeanbart (OpinionWay).

Pour Vincent Tiberj, "la stratégie de diabolisation de la Nupes par le président de la République et son gouvernement" a également joué un rôle en "rendant plus difficile les reports de voix d'Ensemble vers la Nupes, mais aussi de la Nupes vers Ensemble! pour faire barrage au RN".

A cette abstention politique vient s'ajouter la "traditionnelle" abstention sociologique, celle qui concerne surtout les jeunes et les classes populaires, plus éloignés de la politique.

Selon un sondage Ipsos Sopra Steria sur le profil des abstentionnistes, 71 % des 18-24 ans, et 66 % des 25-34 ans ont boudé dimanche les urnes, contre seulement 42 % des 60-69 ans et 34 % des plus de 70 ans.

Et 67 % des ouvriers et 64 % des employés se sont abstenus, contre 54 % des cadres.

Mais attention là aussi aux généralisations hâtives. "Les bases populaires du RN, c'est des gens qui, a priori, sont plus éloignés du vote mais un certain nombre d'entre eux se sont quand même déplacés et ils ont bénéficié de l'érosion du front républicain", fait remarquer Vincent Tiberj.

France/législatives

LR tient le choc et rejette l'idée de coalition

Les Républicains ont comme prévu accusé un recul aux législatives mais ils tiennent le choc en sauvant l'essentiel de leurs ténors et, face aux spéculations sur une possible coalition de gouvernement, ils se sont "sans ambiguïté" placés "dans l'opposition".

Crédités de 45 à 78 députés, les élus de droite (LR-UDI et divers droite) risquent toutefois de se retrouver derrière le Rassemblement national, qui a réalisé une percée historique en multipliant par au moins dix son nombre d'élus.

"Compte tenu du résultat de la présidentielle c'est un très bon résultat auquel nous sommes parvenus aujourd'hui", puisque "nous sommes dans la fourchette haute" des prévisions et qu'"on la dépassera", a affirmé dimanche soir le président de LR Christian Jacob.

Après la débâcle de la présidentielle (4,8%), Les Républicains avaient limité la casse au premier tour et ils reconduisent leurs principaux ténors au second: sont élus la numéro deux Annie Genevard dans le Doubs, le secrétaire général Aurélien Pradié dans le Lot, ainsi qu'Alain Marleix (Eure-et-Loir), Pierre-Henri Dumont (Pas-de-Calais), Julien Dive (Aisne), Fabien Di Filippo (Moselle)...

Si Christian Jacob ne se représentait pas, sa successeuse Isabelle Perigault garde la circonscription. Le parti peut même afficher des conquêtes, notamment dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, fief de Laurent Wauquiez.

Cela ne suffit pas à sauver leur statut de



premier groupe d'opposition dans l'hémicycle.

Les Républicains pourraient toutefois jouer un rôle singulier dans la future assemblée car aucune majorité ne se dessine. En théorie, Emmanuel Macron pourrait faire appel aux LR pour arriver aux 289 sièges de la majorité absolue.

La porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire l'a affirmé sur France 2: "On a toujours eu la main tendue. Que ce soit LR ou les socialistes modérés, on a réussi à embarquer un certain nombre d'amende-

ments. Faut-il le faire plus? Certainement. Est-ce le message de ce soir? Très certainement".

Chez LR, l'idée a été clairement rejetée par la direction du parti.

"Enfiler des perles"

"Nous avons fait campagne dans l'opposition, nous sommes dans l'opposition, nous resterons dans l'opposition", a affirmé M. Jacob pour qui "il n'y a pas d'ambiguïté".

Quant à Jean-François Copé, il a parlé "à titre personnel", a-t-il ajouté. Le maire LR de Meaux venait de répéter son idée d'un

"pacte de gouvernement" avec Emmanuel Macron, estimant qu'"il appartient à la droite républicaine de sauver le pays".

Comment fonctionnera à droite cette opposition qui se veut malgré tout responsable?

"Nous ferons des propositions et nous attendrons du gouvernement de les soutenir", a affirmé l'ancienne ministre Rachida Dati en assurant que LR sera "un bloc décisif".

"On ne sera pas une opposition bête et méchante mais il n'y a aucune raison qu'on aille sauver la peau d'Emmanuel Macron", a affirmé sur France 2 Aurélien Pradié pour qui "la jeune génération ne revient pas à l'Assemblée pour enfiler des perles".

Car LR est "au centre du jeu mais n'acceptera de gouverner que sur son programme", a résumé le sénateur LR Marc-Philippe Daubresse.

L'ancien négociateur européen pour le Brexit Michel Barnier l'a affirmé: "dans la situation grave où se trouve notre pays, notre groupe d'opposition sera indépendant, libre et responsable".

L'aile dure du parti notamment est vent debout contre toute idée de coalition, synonyme de disparition programmée selon eux, en parachevant le long travail de sape engagé par Emmanuel Macron.

Dimanche matin encore, le patron des sénateurs Bruno Retailleau a averti dans le JDD: "Nous n'avons pas à être la voiture-balai du macronisme. Ce serait une double trahison de nos électeurs" qui "ont donné un mandat clair: siéger dans l'opposition".

Législatives : Ferrand, Castaner, Montchalain... Ces macronistes sanctionnés dans les urnes

Avec la percée du Rassemblement national et la débandade de la majorité sortante, le second tour des élections législatives fait émerger de nouveaux visages quand plusieurs figures nationales sont tombées.

L'ambiance ne devait pas vraiment être à la fête dans le camp de la majorité sortante. Si la coalition soutenant Emmanuel Macron arrive en tête du second tour de l'élection législatives, elle enregistre des revers cinglants dans ses rangs. La ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, ou l'ancien ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, sont battus. Sans parler du président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, qui n'a pas été réélu dans sa circonscription de Carhaix (Finistère).

Si plusieurs membres du gouvernement comme Damien Abad ou Gérald Darmanin ont été réélus dans leurs circonscriptions, la majorité se voit orpheline d'un nombre conséquent de ses figures. Ce coup de canif porté à la coalition législatives Ensemble! profite à l'alliance de la gauche, la Nupes, et le Rassemblement national. Les deux partis sont parvenus à obtenir des victoires inattendues.

Brigitte Bourguignon, la ministre de la Santé écartée

Grosse surprise dans la 6e circonscription du Pas-de-Calais. La ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, en tête lors du premier tour des élections législatives, a été battue contre Christine Engrand, candidate du Rassemblement national. En poste depuis 2012, l'ancienne socialiste échoue à 56 voix près. Elle devrait perdre son ministère puisque Emmanuel Macron avait annoncé, avant



le scrutin, qu'un ministre battu devrait démissionner. Brigitte Bourguignon ne devrait pas échapper à la règle.

Amélie de Montchalin, autre ministre battue

Le ministère de la Transition écologique n'a plus de ministre. Amélie de Montchalin, nommée il y a quelques semaines dans le sillage de la prise de fonction d'Elisabeth Borne à Matignon, est défait contre Jérôme Guedj, socialiste et membre de la Nupes. Elle est parvenue à convaincre 46,3% des électeurs, selon les estimations de l'institut Ifop-Fiducial pour TF1, mais pas suffisant face aux 53,7% pour son adversaire du soir.

Richard Ferrand, l'Assemblée n'a plus de président

Il surplombait et présidait l'Assemblée nationale depuis cinq ans. Il n'arpentera plus le perchoir de l'hémicycle. Dans un scrutin qui avait pris des airs de référendum pour ou contre Richard Ferrand, le député de la 6e circonscription du Finistère a été battu par son adversaire de la Nupes, Mélanie Thomin par 50,87% des voix, contre 49,13%, selon le ministère de l'Intérieur, sur 98% des bulletins dépouillés. "Je viens de prendre acte des résultats indiquant que les électrices et les électeurs de la 6e circonscription du Finistère ont choisi d'élire députée ma concurrente", a déclaré le candidat défait.

Christophe Castaner, la chute d'un pilier de la Macronie

Ancien ministre de l'Intérieur et patron de LREM, le député de la 2e circonscription des Alpes-de-Haute-Provence a été battu par l'insoumis et représentant de la Nupes, Léo Walter. Au premier tour, Christophe Castaner était pourtant arrivé en tête avec 30,16 % des voix. Le proche d'Emmanuel Macron a notamment souffert d'une sorte de front anti-Castaner puisque des figures de la circonscription comme le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, avait appelé à "voter contre" le marcheur de la première heure.

GUERRE EN UKRAINE

Un oligarque russe poursuit Credit Suisse



L'oligarque russe Vitaly Malkin poursuit Credit Suisse pour des pertes de 500 millions de francs suisses (491 millions d'euros) qu'un ancien conseiller financier de la banque lui aurait fait subir, selon le journal dominical Sonntagzeitung.

«Credit Suisse rejette toutes les allégations», a indiqué la banque à l'AFP.

L'article de la Sonntagzeitung affirme que M. Malkin, domicilié à Monaco et ancien partenaire commercial du milliardaire et ancien premier ministre géorgien Bidzina Ivanichvili, a mandaté le cabinet américain Quinn Emanuel pour poursuivre Crddit Suisse dans cette affaire qui concerne l'ancien conseiller Patrice Lescaudron.

Ce conseiller, qui travaillait à Genève, a été licencié en 2015 par Credit Suisse, selon les médias. Poursuivi par la justice genevoise, il a été condamné en 2018 à cinq ans d'emprisonnement et s'est suicidé en 2020.

«Credit Suisse a été reconnu comme étant la partie lésée par toutes les autorités pénales saisies de cette

affaire», a indiqué le groupe.

Cette nouvelle affaire surgit alors que M. Ivanichvili vient d'obtenir gain de cause aux Bermudes dans une affaire au cœur de laquelle se trouvait également M. Lescaudron.

Fin mars, un juge de la Cour suprême des Bermudes a estimé que M. Ivanichvili avait subi un manque à gagner de 553 millions de dollars dans des placements effectués à partir d'une filiale de Credit Suisse aux Bermudes en raison de la mauvaise gestion de ce conseiller financier.

Credit Suisse a annoncé son intention de faire appel.

Sur le plan judiciaire, l'affaire Patrice Lescaudron n'est pas encore close. À la suite du décès de l'ancien

conseiller, le ministère public a ouvert une procédure disjointe contre la banque, a révélé cette semaine l'agence de presse économique suisse AWP.

De son côté, Credit Suisse a indiqué dimanche à l'AFP que la banque estimait que son ancien employé avait agi seul.

«Toutes les enquêtes menées dans cette affaire depuis 2015 par la banque, la FINMA [l'autorité de surveillance des marchés et du secteur bancaire suisse, NDLR] et les autorités pénales ont montré que l'ancien conseiller à la clientèle n'avait pas été aidé par d'autres collaborateurs dans ses activités criminelles», a souligné le groupe suisse.

Nouvelle hausse des taux directeurs en juillet par la banque centrale américaine?

Un des gouverneurs de la banque centrale américaine (Fed) s'est dit samedi favorable à une nouvelle hausse des taux directeurs de trois quarts de points de pourcentage lors de la prochaine réunion, fin juillet, si les données évoluent comme il l'anticipe.



La Fed a procédé mercredi à la plus forte hausse de ses taux depuis 1994, les relevant de trois quarts de points de pourcentage face à la forte inflation.

«Si les prochaines données sont conformes à mes attentes, je souhaiterais un mouvement de taille similaire lors de notre réunion de juillet», les 26 et 27, a déclaré Christopher Waller, gouverneur de la Fed, lors d'un discours à Dallas (Texas) devant la Society for Computational Economics.

Le président de l'institution, Jerome Powell, avait averti qu'une autre hausse de cette ampleur serait à prévoir en juillet.

L'institution avait brutalement abaissé ses taux en mars 2020, dans une fourchette de 0 à 0,25% pour soutenir l'économie face à la menace posée par la pandémie de COVID-19.

Elle a commencé à les relever en mars 2022, d'abord d'un quart de

point, puis, début mai, d'un demi-point, et enfin, mercredi, de trois quarts de points supplémentaires.

Mais elle voulait, avant d'entamer ce mouvement, cesser ses achats d'actifs - bon du Trésor et obligations garanties par des crédits immobiliers - qui avaient permis d'inonder le marché de liquidités pendant la crise.

Car l'institution s'efforce de largement communiquer ses intentions en

amont, afin d'éviter tout affolement des marchés.

«Les inquiétudes concernant le fonctionnement des marchés financiers (...) limitent généralement la rapidité de la réduction» des achats, a reconnu M. Waller, ce qui a empêché la Fed de commencer plus tôt à relever ses taux directeurs pour maîtriser la flambée inflationniste.

Il a également regretté que les critères fixés par la Fed pour commencer à resserrer sa politique monétaire, à savoir le plein emploi et l'inflation en passe de dépasser modérément et durablement 2%, n'aient pas non plus permis cette souplesse.

«Un critère de réduction moins restrictif aurait permis une plus grande flexibilité pour réduire "plus tôt et progressivement", par opposition à l'approche relativement "plus tardive et plus rapide" qui s'est (finalement) produite», a-t-il détaillé.

YouTube retire une vidéo de la commission d'enquête sur Donald Trump

Cette commission parlementaire enquête depuis près d'un an sur l'émeute du 6 janvier 2021, quand des supporters de l'ex-chef d'État avaient envahi l'Assemblée le jour de la certification de la victoire de Joe Biden.

Les élus cherchent à démontrer que le rejet par Donald Trump des résultats relevait d'une stratégie réfléchie pour garder le pouvoir.

Ils ont publié sur YouTube de nombreuses vidéos de leurs auditions, de la journée en question et des extraits de reportages et d'interviews.

Celle retirée par la plateforme de Google comportait un entretien où le milliardaire républicain assurait que des votes qui lui étaient destinés

avaient été donnés à Joe Biden, sans notes dans la vidéo ou en légende pour indiquer qu'il s'agit d'un mensonge ou qu'il n'y a aucune preuve pour soutenir cette accusation.

«Notre règlement sur l'intégrité des élections interdit les contenus incluant des affirmations fausses selon lesquelles des fraudes, des erreurs ou des problèmes ont changé le résultat de l'élection présidentielle américaine de 2020, à moins d'une mise en contexte appropriée», a rappelé Ivy Choi, une porte-parole du service contacté par l'AFP.

«Nous appliquons nos règles de façon égale pour tout le monde et nous avons retiré la vidéo mise en

ligne par la chaîne de la commission du 6 janvier», a-t-elle ajouté.

Donald Trump avait commencé avant même que l'élection n'ait lieu à évoquer des risques de fraude. Depuis sa défaite, il n'a pas cessé de défendre sa théorie selon laquelle la présidentielle lui a été «volée».

La commission dite du «6 janvier», composée de sept démocrates et deux républicains, a entendu près de 1 000 témoins, dont deux enfants de l'ancien président, pour faire la lumière sur les faits et gestes de Donald Trump après l'élection.

Elle n'a pas immédiatement répondu à une sollicitation de l'AFP sur la vidéo retirée de YouTube.

France

Législatives: 37,3% de femmes à l'Assemblée, en recul par rapport à 2017

Le nombre d'élues est en léger recul par rapport aux dernières élections. LR sera à nouveau le parti le plus pénalisé pour non-respect de la parité.

La nouvelle Assemblée nationale comptera 215 femmes (37,26%) et 362 hommes (62,74%), soit un hémicycle moins féminisé que celui issu des élections législatives de 2017 (39%), selon un décompte complet de l'AFP des 577 sièges.

En 2017, l'Assemblée nationale sortante n'avait jamais été aussi féminisée, avec quelque 39% de députées élues, 12 points de plus qu'en 2012, et plus du triple qu'en 2002 où elles représentaient à peine 12%.

Longtemps à la traîne, la France s'était alors hissée au 33e rang en terme de parité, sur 185 pays classés par l'Union interparlementaire.



Comme en 2017, c'est le groupe LR qui est le moins paritaire, avec 18 femmes sur 61 élus (29,5%). A l'inverse, l'alliance de gauche Nupes compte 43,6% de députées. La majorité présidentielle, qui ne bénéficie plus de la majorité absolue, compte 40,4% de femmes et le RN 37,1%.

Les lois sur la parité, et leur lot de sanctions financières, doublées en 2014 pour les partis présentant moins de 50% de femmes, ont été fortement incitatifs. Pour la période 2017-2022, c'est déjà LR qui avait été le plus pénalisé avec notamment en 2021 un malus de 1,78 million d'euros.

Elisabeth Borne, élue de justesse dimanche dans le Calvados à l'issue du second tour des législatives, est la deuxième Première ministre en France, après Edith Cresson (1991-1992).

NOTICE OF REMOVAL OF THE COMPANY UNDER SECTION 309(1)(D) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Company "Africa Trails Company Ltd" an Authorised Company having its registered office at Unit 21, Circle Square Business Park, Forbach, Mauritius, is applying to the Registrar of Companies for its removal from the Registrar under Section 309(1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under section 313 of the Companies Act 2001 should be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days of the date of this notice.

Dated this: 19th May 2022

Registered Agent.

Foot News

La réservation de Granit Xhaka a fait l'objet d'une enquête par la National Crime Agency

avec des soupçons de scandale de paris, mais «aucune suggestion d'acte répréhensible» du star d'Arsenal

Le carton jaune du milieu de terrain d'Arsenal Granit Xhaka contre Leeds en décembre fait l'objet d'une enquête par la National Crime Agency, au milieu des soupçons d'un scandale majeur de paris.

Selon des informations, la Football Association a transmis des informations à l'agence après une enquête de six mois – bien qu'il n'y ait aucune suggestion d'acte répréhensible de la part de Xhaka ou de l'un de ses collègues joueurs.

La réservation de Xhaka contre Leeds fait l'objet d'une enquête de paris

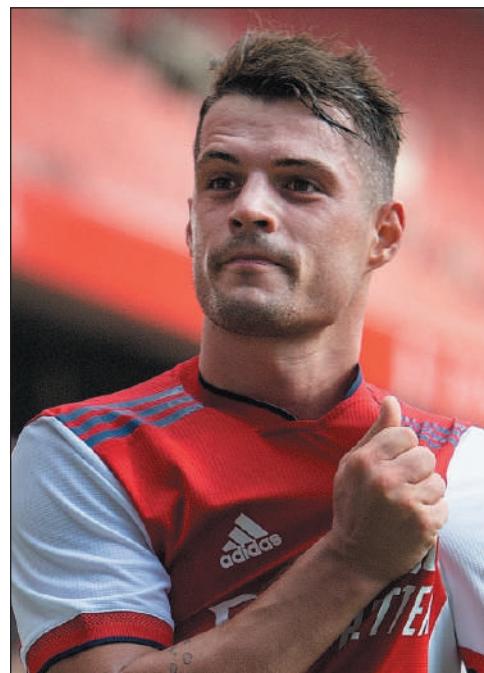
La star suisse Xhaka – qui a un dossier disciplinaire notamment mauvais – a été avertie dans les phases finales de la victoire 4-1 des Gunners en Premier League contre Leeds à Elland Road le 18 décembre.

Malgré le score confortable, l'ancien capitaine d'Arsenal a reçu un carton jaune pour perte de temps à la 86e minute par l'arbitre Andre Marriner, après avoir retardé la prise d'un coup franc.

Le Daily Mail affirme qu'une enquête a été ouverte par la FA en raison d'un pari inhabituellement important d'environ 52 000 £ qui a été placé pendant le match sur Xhaka étant réservé dans les dix dernières minutes.

Le pari suspect a été placé sur un site Web d'échange de paris et aurait rapporté environ 250 000 £.

La FA a été alertée du pari par les bookmakers, affirmant que l'argent en jeu est bien supérieur à ce qui est habituellement misé sur les cartons jaunes.



Xhaka a un mauvais dossier disciplinaire pour Arsenal, ayant été averti dix fois et expulsé deux fois la saison dernière. En fait, la star suisse a été avertie ou expulsée dans plus d'un quart de ses matches pour le club.

L'incident a conduit à une enquête de la FA, qui a duré six mois, les informations obtenues depuis leur transmission à la National Crime Agency, avec des soupçons de « corruption et de possible criminalité ».

Les bookmakers ont également été alertés des chances que Xhaka soit réservé, qui étaient plus élevées dans les dix dernières minutes du match qu'elles ne l'étaient avant le coup d'envoi.

Il n'y a pas eu d'enquête sur la conduite de Xhaka.

Matt Turner partage ce qu'Arteta lui a dit avant l'examen médical d'Arsenal

Sky Sports a révélé que Matt Turner passera son examen médical à Arsenal mercredi la semaine prochaine, et l'Américain a fait la lumière sur sa conversation avec Mikel Arteta.

Les Gunners ont en fait conclu un accord pour signer le gardien de but de 27 ans en février de cette année. Son club, New England Revolution, a même confirmé la vente il y a quatre mois, mais Arsenal est resté silencieux.

La raison derrière cela est que Turner n'avait pas subi d'examen médical. Arsenal a alors décidé que les tests se feraient en été, après la fin de la saison, et c'est exactement ce qui va se passer maintenant.

Turner est ici au Royaume-Uni et le rapport affirme qu'il finalisera son accord après un examen médical mercredi.

Matt Turner partage ce que Mikel Arteta lui a dit avant l'examen médical d'Arsenal mercredi

Dans son entretien avec Sky Sports avant son transfert imminent à Arsenal, on a demandé à Turner si le manager des Gunners avait eu un mot avec lui au cours des derniers mois.

L'Américain a déclaré : « Nous avons parlé un peu.

« Son message principal pour moi était simplement de me concentrer sur ce sur quoi je dois me concentrer en ce moment, traverser ces prochains mois, rester en bonne santé, rester en forme et me préparer pour la pré-saison et la compétition.

« Aaron a connu une saison incroyable pour Arsenal et a



bien joué toute l'année. Je suis d'accord avec lui (que Ramsdale est le numéro un) pour l'instant. Je viens le pousser et devenir le meilleur gardien de but que je puisse devenir, tout en faisant de lui le meilleur gardien de but qu'il puisse devenir. C'est vraiment mon objectif pour tout ça.

Il sera intéressant de voir comment Turner s'en tirera à Arsenal. Le joueur de 27 ans, considéré comme un gardien de but "remarquable", n'a joué qu'aux États-Unis au cours de sa carrière, et nous pouvons tous convenir que la Premier League est un énorme pas en avant.

Heureusement pour lui, on ne lui demandera pas d'entrer et de se lancer, car Ramsdale commencera définitivement la campagne en tant que numéro un.

Manchester United devrait signer Tyrell Malacia de Feyenoord

Manchester United devrait signer Tyrell Malacia, l'ailier passionnant de Feyenoord, une fois qu'ils auront obtenu Frenkie de Jong de Barcelone.

C'est selon le journaliste Rob Draper, qui rapporte qu'Erik ten Hag veut être sûr de sa signature clé au milieu de terrain avant d'engager son budget de transfert dans d'autres domaines de l'équipe.

United avait fait face à la concurrence du défenseur néerlandais de l'Olympique Lyonnais, mais l'équipe française semble avoir été exclue d'un accord, après avoir vu deux offres rejetées.

Malacia a toujours été présent pour Feyenoord, ayant commencé 32 matchs la saison dernière et attirant l'attention de nombreux dépisteurs européens.

Parmi ceux qui regardaient la saison dernière, il y avait Louis van Gaal, pour qui Malacia a consolidé sa position dans l'équipe nationale néerlandaise, après avoir terminé les 90 minutes à domicile et à l'extérieur contre le Pays de Galles.

Lors du premier match nul, le jeune ailier s'est bien combiné avec De Jong pour préparer Wout Weghorst pour le but qui a mis fin au 20e match sans défaite du Pays de Galles, avec un délicieux centre après la montée en flèche du barcelonais.

Il a également impressionné lors de la course européenne de Feyenoord, pour laquelle il a été nommé dans l'équipe de la saison de l'UEFA Conference League.

Défenseur agressif, le joueur de 22 ans est également à l'aise en possession, sa capacité technique lui permettant d'entrer au milieu de terrain ou de se chevaucher avec un effet égal.

Malacia a initialement suscité l'intérêt de Ten Hag pendant le temps du nouveau manager à l'Ajax, mais la rivalité féroce entre les clubs néerlandais a empêché toute discussion sérieuse d'avoir lieu.



Pour United, un prix annoncé de 20 millions d'euros représenterait une bonne affaire dans une position qui a été une source de frustration majeure à Old Trafford, les options d'arrière arrière actuelles du club ne fournissant pas une menace d'attaque adéquate, ni une participation satisfaisante à la formation de l'équipe. jouer.

Malacia pourrait bien les fournir et, même s'il aurait besoin de temps pour adapter le niveau de compétition en Premier League, il est assez jeune pour vraiment s'approprier la place d'arrière gauche pour les années à venir.

Il convient cependant de noter que Manchester United envisage d'autres options à son poste, avec David Raum peut-être une alternative plus médiatisée, en fonction de l'impact de l'accord De Jong sur le budget d'été de Ten Hag.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LANDUSE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I **Mrs Marie Aniella Untah** will apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a proposed conversion of part of an existing building at ground floor to be used as Victualler, Selling Cooked Food on and off premises & General Retailer Foodstuff (excluding liquor) and Non Foodstuff 74 Sir Colville Deverell St Cite La Cure Housing Estate

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 21/06/2022



Après Nunez, Liverpool s'offre un indésirable du Real Madrid pour remplacer Mané

Menacé par les velléités de départ de Sadio Mané, Liverpool se renouvelle en attaque. Après l'arrivée de Darwin Nunez, les Reds vont chiper Marco Asensio au Real Madrid.

À près une saison riche en rebondissements ponctuée de titres mais aussi de désillusions, Liverpool est d'ores et déjà entré dans une période estivale houleuse alors que les dossiers chauds s'accumulent. Envirées par de nouveaux horizons, Jürgen Klopp doit envisager le départ de ses deux stars emblématiques. Tous deux en fin de contrat en juin 2023, le transfert de Sadio Mané vers le Bayern Munich serait bouclé tandis que l'avenir de Mohamed Salah est plus flou que jamais. Si son nom a été relié au Paris Saint-Germain ainsi qu'au FC Barcelone, l'Egyptien souhaiterait quitter les Reds à l'issue de son contrat afin d'avoir les pleins pouvoirs sur son avenir. Des départs que Liverpool tentent d'anticiper lors de ce mercato estival pour Jürgen Klopp ne soit pas pris sur le fait. Dans ce sens, l'arrivée de Darwin Nunez a été officialisée et devrait rapidement être consolidée par une nouvelle recrue en provenance du Real Madrid.

D'après les informations publiées par Todo Fichajes, Marco Asensio, qui a de nombreux courtisans à travers l'Europe, aurait trouver un accord verbal avec Liverpool dès cet été et n'attendrait plus que les négociations aboutissent entre les Reds et le Real Madrid. En discussions depuis plusieurs mois, Liverpool est parvenu à convaincre l'Espagnol qui souhaite retrouver une véritable importance dans un projet sportivement séduisant. Auteur d'une saison mitigée avec 12 buts et 2 passes décisives en 42 rencontres disputées, il est un véritable pari tenté par Jürgen Klopp. A l'heure actuelle, seules les exigences du Real Madrid freine l'opération. Pour essayer de rentabiliser son départ, avant qu'il ne parte libre en 2023, les Madrilènes espèrent pouvoir tirer 40 millions d'euros de son transfert. Un montant que les Reds seraient prêts à débourser après la vente de Sadio Mané.

Chelsea sur le point de soumettre sa première offre de 43 millions de dollars à Manchester City pour Raheem Sterling

Thomas Tuchel et Chelsea sont prêts à soumettre leur première offre officielle pour Raheem Sterling de Manchester City. L'Anglais pourrait être sur le point de quitter l'Etihad et Chelsea tient à s'assurer ses services.

Avec Romelu Lukaku désespéré de quitter Chelsea et de signer à nouveau pour l'Inter Milan, Chelsea a besoin d'un ailier buteur pour prendre en charge le fardeau de marquer pour eux. Raheem Sterling coche toutes les cases et tel que rapporté par Fabrice Romano Thomas Tuchel est un grand admirateur du joueur de 27 ans.

« Aucun mot ne peut exprimer ce que je ressens » – Mohamed Salah de Liverpool revient sur la défaite finale de la Ligue des champions contre le Real Madrid

Chelsea se sent confiant de signer Raheem Sterling pour 35 millions de livres sterling

Le conseil d'administration de Chelsea est de plus en plus confiant pour récupérer Raheem Sterling pour seulement 35 millions de livres sterling, même si Manchester City a payé 64 millions d'euros en 2015 pour signer le joueur de Liverpool.

Raheem Sterling est devenu l'un



des ailiers les plus meurtriers de la Premier League et sans doute d'Europe depuis son déménagement à Manchester City. Étant l'une des premières recrues de Pep Guardiola, l'ailier a géré 339 matchs pour City depuis son arrivée. Marquer 131 fois et aider 95 autres.

Chelsea pourrait également faire face à la concurrence du Real Madrid dans sa poursuite de Raheem Sterling. Le Real Madrid pourrait considérer l'Anglais comme une alternative à son transfert raté de Kylian Mbappé.

Christian Eriksen a « accepté » une partie de l'offre de Man Utd

Manchester United a repris espoir dans sa quête de Christian Eriksen. Le milieu de terrain aurait déjà accepté une partie de l'offre de United.

Erik ten Hag aurait reçu un budget de 120 millions de livres sterling pour apporter des changements à son équipe durant la fenêtre de transfert estivale.

Selon le Mirror, le club d'Old Trafford a offert à l'international danois un contrat d'un an avec une option d'une année supplémentaire.

Le joueur de 30 ans aurait estimé que les conditions financières proposées par les Red Devils sont « acceptables ». Mais il y a encore un obstacle majeur entre United et Eriksen, son ancien club, Tottenham Hotspur.

Il a été rapporté que l'entraîneur des Spurs, Antonio Conte, joue un « grand rôle » dans la tentative du club du nord de Londres de recruter son ancien joueur.

Le meneur de jeu a rejoint les Spurs en provenance de l'Ajax en 2013 et est rapidement devenu un élément essentiel de l'équipe, notamment sous la direction de Mauricio Pochettino, puisqu'il a joué un rôle énorme dans le parcours de l'équipe jusqu'à la finale de la Ligue des champions en 2019. Ils ont finalement échoué face au Liverpool de Jurgen



Klopp, les Reds s'imposant 2-0. Grâce à des buts de Mo Salah et Divock Origi.

Eriksen a déjà travaillé avec Conte en Italie avec l'Inter Milan, où le duo a remporté la Serie A ensemble.

Après avoir été victime d'un arrêt cardiaque alors qu'il jouait pour le Danemark à l'Euro l'été dernier, il a été contraint de quitter les géants italiens.

Depuis son départ de Milan, Eriksen a passé une demi-saison en Premier League avec Brentford, où il a aidé le nouveau promu à s'assurer une nouvelle saison dans l'élite du football anglais.

Eriksen a montré lors de son passage chez les Bees qu'il est encore

capable de jouer à un haut niveau, montrant des éclairs de brillance qui ont aidé massivement l'équipe de Thomas Frank.

Il ne fait aucun doute que United veut signer le meneur de jeu, mais avec les Spurs en arrière-plan, l'environnement familial des Spurs et le travail avec Conte, plus le fait que le joueur serait enclin à rester à Londres, United pourrait finir par mener une bataille perdue d'avance pour Eriksen.

Brentford serait également en train de se battre pour attirer Eriksen au club.

Il reste à voir pour quel club Eriksen signera, mais pour le moment, United semble avoir le dessus.